

# **LES FORMES SPATIALES DE L'INCERTITUDE EN AFRIQUE CONTEMPORAINE<sup>1</sup>**

Jean-Pierre RAISON  
Professeur de Géographie  
Université de Paris X

1. Ce texte est la version définitive de l'intervention faite par l'auteur au séminaire du GEMDEV du 6 novembre 1992. Il sera également publié dans les Travaux de [l'Institut de Géographie de Reims](#).

## LES FORMES SPATIALES DE L'INCERTITUDE EN AFRIQUE CONTEMPORAINE

**Jean Pierre RAISON**  
**Professeur de Géographie**  
**Université Paris X — Nanterre**

Les multiples formes de la crise que traverse l'Afrique au sud du Sahara sont aujourd'hui bien connues et, somme toute, assez bien décrites. Elles se traduisent par l'accroissement des risques de tous ordres, écologique, économique, sanitaire, par l'omniprésence du risque de mort, sous tous ses aspects<sup>1</sup>. Elles provoquent une instabilité croissante dans les formes d'organisation sociale. Ceci donne à penser que la crise ne peut manquer d'avoir aussi des effets sur les modes d'organisation de l'espace. On peut pourtant y voir quelque paradoxe. Risque et instabilité n'impliquent-ils pas fugacité, incertitude des lendemains, impossibilité de bâtir des projets à long terme, a priori d'élaborer des plans? Etats comme individus n'en sont-ils pas réduits à vivre d'expédients au jour le jour, et le continent n'est-il pas à l'image du héros du journal dakarois, «Le Cafard libéré», qui, miracle, parvient encore, dans chaque épisode de ses aventures, à trouver un expédient pour assurer sa nourriture? La floraison d'initiatives d'individus ou de petits groupes, apparemment anarchiques, en tout cas d'une infinie variété selon les acteurs et les circonstances, est-elle compatible avec ce qui paraît impliquer durée, prévision, investissements de tous ordres, ce qui

<sup>1</sup> J. P. Raison: "Croissance des risques et accélération des mutations dans les agricultures africaines; perspectives pour la fin d'un millénaire", in GEMDEV: L'avenir des Tiers Mondes, PUF, 1991, p. 171-192.

semble parmi les traits les plus constants des sociétés : l'organisation de l'espace, qui, dans les phases de changement, est généralement plus détournée et réinterprétée que radicalement modifiée ? On conçoit un désordre créateur, et je pense qu'il l'est en Afrique; mais peut-il être organisateur ? Mieux vaut sans doute, pour analyser ce paradoxe, partir de ce qui est plus connu, les phénomènes de destruction et de désorganisation.

### **Crise de l'Etat comme entité spatiale?**

Parmi les échelles d'organisation de l'espace, la principale victime de la situation actuelle sur le continent africain semble sans conteste être l'Etat. Non plus seulement endetté mais en faillite plus ou moins proclamée, il n'a plus les moyens de poursuivre des politiques qui tendaient partout, peu ou prou, vers l'institution du Tout-Etat, l'intervention directe dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Les pressions du FMI et de la Banque Mondiale cherchent à imposer à tous une stratégie du «Moins d'Etat», qui n'est pas sans justifications, mais qui, dans les faits, glisse parfois au «Pas d'Etat». Le poids de la dette, les mesures de rigueur comptable, que n'accompagne guère une «moralisation» génératrice de rigueur réelle, ont ôté à l'appareil public les moyens élémentaires non seulement d'une politique mais même du fonctionnement banal d'un encadrement (paiement des fonctionnaires, entretien des infrastructures et du parc automobile...). Les agents de l'Etat ont autre chose à faire, pour survivre, que de le servir, et seraient-ils à leur poste qu'ils n'y feraient que de la présence. Où est d'ailleurs l'Etat? Est-il chez les mal élus, Mobutu sur son yacht, Ratsiraka dans son bunker, Eyadema dans sa caserne, ou réside-t-il dans des gouvernements qui paraissent forts de la revendication populaire, mais que le suffrage universel n'a encore que rarement confirmés? La revendication démocratique, que la crise a exacerbée et facilitée si elle ne l'a pas provoquée, semble pour le moment renforcer ses effets destructeurs. Dans maints pays, les seuls encadrements qui restent solides, les seuls cadres qui travaillent encore sur des problèmes concernant l'Etat sont, parce que dotés de moyens de subsistance et de travail, ceux qui sont liés à l'extérieur, qu'il s'agisse d'agents d'entreprises de développement ou de fonctionnaires rémunérés parallèlement par des institutions multilatérales, voire des pays étrangers. Travaillant d'abord pour ceux qui les paient, ils établissent des liaisons

directes avec l'étranger, indépendamment des structures officielles d'encadrement de l'espace national.

Ne nous hâtons cependant pas de conclure à la mort des Etats, et encore moins de la souhaiter. Tout banalement, les appareils anciens ont conservé au moins une forte capacité de nuisance et même les régimes les plus contestés restent des interlocuteurs dont les puissances extérieures ne peuvent faire l'économie. Mais il y a plus : il est frappant de constater que la vague de revendication démocratique n'a presque jamais remis en cause l'existence des nouveaux Etats-Nations, ni leurs frontières. Les exceptions elles-mêmes méritent réflexion. La Somalie paraît un cas extrême, et le plus paradoxal : l'Etat est peut-être nié, en tout cas atomisé, là où il paraissait correspondre le mieux avec une véritable nation, d'existence antérieure. A Madagascar, la revendication fédéraliste (dont il n'est pas d'ailleurs pas évident qu'elle traduise une stricte volonté de partition en plusieurs Etats) intéresse un pays qui dispose d'une unité fondamentale de langue, voire de civilisation. La menace de sécession du Sud Soudan n'est pas inévitable : elle est un élément d'un bras de fer où les divers adversaires visent encore le contrôle de l'ensemble du territoire. L'Erythrée elle-même est-elle si désireuse d'indépendance au sens où nous l'entendons? Elle a comme deux fers au feu, puisqu'elle a obtenu que ses citoyens conservent la nationalité éthiopienne et elle ne rejette peut-être pas l'idée d'une «Grande Ethiopie» dont elle serait partie prenante et dominatrice. La revendication d'indépendance du Cabinda a une forte odeur de pétrole. Le cas de l'Afrique du Sud est peut-être le plus complexe, mais le désir de partition, dont on voit la vigueur menaçante, s'applique à un territoire qui n'a jamais fait l'expérience de l'unité sous l'égide d'une majorité noire. Nulle part ailleurs, ce me semble, la critique des pouvoirs, du contenu étatique, n'a clairement débouché sur une mise en cause du contenant, l'Etat-Nation dans ses frontières. Il reste donc, de quelque façon, fût-ce en négatif, un élément de l'organisation de l'espace sur la persistance duquel nous devons nous interroger. L'Etat-Nation a-t-il d'autre existence que celle d'une forme, d'un ensemble de limites extérieures, ou peut-il subsister comme système d'organisation cohérent et hiérarchisé?

Car le contenu politique et économique de ces éléments de la mosaïque africaine est profondément modifié. En courant le risque d'une

généralisation excessive, je tenterai de voir selon quelles lignes de force, pour essayer ensuite de dégager certaines des formes majeures de l'organisation de l'espace qui pourraient en résulter.

### **Une mobilité complexe et exacerbée**

Une évidence paraît être l'existence d'un gigantesque phénomène de redistribution des hommes. Certaines des formes classiques de mouvement, comme l'exode rural, se sont exaspérées : les sécheresses ont entraîné, dans le monde sahélien une reprise de la mobilité pour un certain nombre de groupes pastoraux, mais plus encore un gonflement des villes et un mouvement d'ampleur accrue vers les pays «forestiers» du Sud. Les villes se sont souvent accrues aussi de flux de réfugiés, fuyant les zones de guerre ou d'insécurité. Ces mouvements n'intéressent plus seulement les grandes métropoles : le moindre petit centre a pu voir sa population s'accroître brutalement. La relation au monde rural peut, en conséquence, prendre des formes nouvelles : le départ à la ville a rarement été, en Afrique tropicale, arrachement définitif des racines, mais il l'est sans doute moins que jamais, les liens avec la terre étant essentiels à la survie.

Les campagnes ne sont pas en reste dans l'accentuation de la mobilité, mais elle y prend des formes si diverses qu'il est difficile de les décrire. Les phénomènes d'étalement spatial du type front pionnier se poursuivent, en fonction de la conjoncture, donc en prenant parfois des directions inédites; mais on peut à l'inverse noter des phénomènes de contraction du peuplement, quand l'insécurité incite à l'abandon de marges menacées. D'autres franges, frontalières, sont particulièrement attirantes, pour des raisons de sécurité (la fuite à l'étranger y est plus aisée), mais aussi pour des motifs économiques, afin de profiter, d'un côté ou de l'autre de la frontière, des meilleures conditions de production, de vente et d'achat. Il y a sans doute aujourd'hui au Congo plus de Zaïrois que de citoyens congolais... Une recomposition du peuplement est à l'œuvre, qui est à la fois cause et conséquence de nouvelles formes d'organisation de l'espace.

## **Des espaces lacunaires et striés**

Sur ce point, un premier trait majeur me paraît être la disparition de l'espace plein et hiérarchisé, apparemment organisé de façon homogène, selon des pyramides administratives, idéal sinon réalité d'Etats conçus selon le mode européen, au profit d'espaces qu'on pourrait définir comme lacunaires et striés. En l'absence trop fréquente de routes entretenues, et plus encore de pistes secondaires, d'infrastructures en état de fonctionnement, de fonctionnaires pour les servir, la pyramide spatiale est ébranlée, parfois détruite, avec la pyramide administrative. Mais ceci ne provoque pas un repli uniforme sur le local, un retour à l'auto-suffisance de communautés élémentaires, autre forme d'homogénéité spatiale. A vrai dire, il me semble même que le principe d'autarcie n'a jamais été aussi peu d'actualité: l'autarcie, aujourd'hui, est synonyme de famine et de mort; il n'est de vie que par l'échange, que par l'application de versions locales du principe des avantages comparatifs. Mais, à la crise et au besoin d'échanges qu'elle exacerbe, les différents composants spatiaux des pays ont d'inégales capacités de réponse et les inégalités régionales paraissent à la fois plus vives et autres que celles qu'on décrivait il y a vingt ou trente ans. Il y a redistribution des cartes et non fin de la partie.

La vie de relations subsiste donc, voire s'exacerbe, en empruntant des formes nouvelles, mais aussi en retrouvant des formes anciennes, selon des modes d'association parfois imprévus. Il est frappant de constater que la crise n'a nullement interrompu (peut-être même a-t-elle parfois accéléré) le processus d'acquisition et d'appropriation de moyens techniques modernes, et ce qui est dit ici des échanges s'applique tout autant à la production sous toutes ses formes. Dans un parc automobile délabré qui, parfois, ne subsiste que par une incessante ingéniosité font tache les engins les plus modernes, semi-remorques, puissants véhicules tous terrains, fruits de l'esprit d'entreprise d'une minorité affairiste; la motocyclette et le vélomoteur, qui s'accommodent mieux de l'absence de voie digne de ce nom, jouent un rôle croissant, servant tant aux bergers mbororo du Cameroun qu'aux contrebandiers qui trafiquent avec le Nigeria (et ce sont parfois les mêmes...). Quand les télécommunications ne fonctionnent plus, les réseaux de radio privés ou publics, plus ou moins détournés, s'y substituent... Que

ces moyens soient des privilèges n'ôte rien, au contraire, à leur fonction organisatrice. A l'autre extrême, on redécouvre l'importance des modes archaïques de communication, portage ou charrette notamment, assez indifférents eux aussi aux réseaux de communication officiels, qui permettent une inflexion, voire une complète modification, des flux selon les nouvelles conjonctures économiques.

A un réseau de transports et d'échanges ramifié, théoriquement pensé comme hiérarchisé, succèdent donc des stries, disposées selon un arbitraire apparent, mais qui en réalité témoignent d'une remarquable aptitude à utiliser une gamme fort variée de modes de communication, marques parfois profondes, enfoncées dans un passé précolonial de relations (l'axe de la Mecque de Dakar à la mer Rouge, les vieilles routes de la cola), traces parfois superficielles, discontinues, susceptibles de disparaître par la seule érosion du temps court, et dont les solutions de continuité sont surmontées empiriquement, temporairement, souvent clandestinement, jusqu'à créer de très grands axes comme celui qui court de l'Afrique de l'Ouest à la Zambie et ses pierres précieuses. Aux voies dessinées à la surface du sol se surajoutent de plus en plus les voies non matérialisées, sinon à leur départ et à leur arrivée: circulation aérienne, radio, télématique, sans effet direct sur la circulation des produits lourds mais capitales pour les produits de valeur et les spéculations financières.

### **Une différenciation spatiale croissante**

Selon ces lignes de force s'opère une différenciation croissante des espaces. Le dessin dominant est celui de structures en îlots ou axes d'activité, aux formes diverses, séparés par des vides interstitiels de dimensions croissantes. Non que ceux-ci retombent dans les ténèbres d'une autarcie primitive: l'échange est devenu une condition de la survie, mais tous n'en éprouvent pas au même degré les bienfaits. Car les bouleversements n'affectent pas de manière identique les divers composants des espaces nationaux. Certains, qui ont eu leur heure de prospérité, tombent en léthargie quand d'autres trouvent la voie d'activités nouvelles ou une valorisation soudaine de productions antérieures. L'exemple le plus frappant est sans doute celui de la zone forestière, dans les régions où elle était vouée à la production, pour l'exportation, du café et du

cacao. L'effondrement du prix de ces produits<sup>2</sup>, dont on doit penser qu'il sera durable, a des effets très différents selon les régions. Il crée localement de véritables zones sinistrées, et les plus atteintes sont sans doute celles qui avaient le mieux joué le jeu de l'intensification telle qu'elle était conçue par les organismes de développement. Ainsi les plantations bamiléké de la vallée du Mungo, près de Douala, conçues comme des modèles réduits de plantations européennes, en culture intensive, utilisant l'engrais et les insecticides, ont aujourd'hui des coûts de production incompatibles avec le niveau des prix et, faute d'espace et de capitaux, ne sont pas en état de se reconvertir. Les petits vergers d'Arabica des Hautes Terres bamiléké, cultivés assez intensivement, n'ont guère plus d'avenir. Des régions pionnières, comme le Mbam, à l'ouest de Yaoundé, où les pratiques extensives persistent, grâce à de larges disponibilités en terre qui autorisent aussi des reconversions, sont dans une situation moins difficile. Mais infiniment plus prospères sont aujourd'hui les secteurs d'altitude, sur les flancs des monts Bambouto, qui approvisionnent les villes en produits maraîchers<sup>3</sup>.

Faut-il généraliser et dire que les régions les plus affectées sont celles qui étaient les plus orientées vers le marché mondial? La situation plus satisfaisante des régions soudaniennes vouées à la culture du coton pourrait apporter un démenti. Mais on doit noter que leur avenir est précaire et que, de surcroît, les profits les plus importants pour les exploitations sont souvent tirés de la culture du maïs, destiné aux villes, intensifiée par son association avec le coton et par l'usage d'intrants modernes, que l'encadrement de la culture cotonnière a permis d'acquérir. Il n'y a donc pas là objection majeure à une proposition qui nous paraît quasi générale: les productions les plus rentables sont à présent celles qui visent à la satisfaction des besoins intérieurs, et particulièrement à l'alimentation des populations citadines.

2 B. Losch et al.: *Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun. Quelles adaptations à la crise?* Montpellier, CIRAD, 1991. En septembre 1989 le prix du café Robusta a été réduit de 60%, celui du café Arabica de 47%, celui du cacao de 40%. En prix réels, la valeur du Robusta est aujourd'hui inférieure à 22% du prix de 1969.

3 J. B. Boutrais: *Hautes Terres d'élevage au Cameroun*, Thèse pour le doctorat d'Etat, Université de Paris X-Nanterre, 1992, 1 635 p.

Cette réorientation vers le marché intérieur a d'importantes conséquences spatiales. Dans la très grande majorité des cas, les produits d'exportation étaient achetés à des prix uniformes qui, théoriquement du moins, étaient indifférents à la localisation des productions: l'idéal de l'Etat était celui d'un espace homogène, même si, en fait, les collecteurs ne se rendaient pas n'importe où et si, par conséquent, les conditions de desserte pesaient d'un certain poids. Aujourd'hui, dans un système de collecte libre pour le marché intérieur, les conditions géographiques deviennent beaucoup plus contraignantes: outre les rentes de situation écologiques jouent les rentes de situation spatiales par rapport aux marchés urbains. La distance n'est évidemment pas seule en cause: il faut tenir compte de l'état et de la nature des voies, du type des produits vendus, du rythme de leur commercialisation, des conditions de leur conservation. Une géographie beaucoup plus fine des différenciations spatiales est donc en train de se constituer où se combinent écologie et situation par rapport à la demande urbaine.

### **De nouveaux rapports villes-campagnes**

Voici donc revenir la ville, dont la crise de l'Etat semblait remettre le rôle en question. Si elle perd, dans la crise politique, une part appréciable de son pouvoir de commandement, sa capacité d'animation et de drainage n'a pas disparu: elle s'est modifiée, même si elle est répartie différemment dans l'espace. Nous manquons pour l'heure cruellement d'études qui permettent de comprendre comment le système fonctionne, par quels moyens des villes qu'on pourrait imaginer sinistrées, dont la majorité des habitants devrait être au-dessous du seuil de survie, sont des marchés actifs, dont la demande dynamise les campagnes. Une étude des mécanismes de «recyclage» informel des budgets publics, de l'aide, des investissements, de l'épargne serait essentielle; or on reste réduit à des constatations simples et à des hypothèses.

Un premier point me semble évident dans un grand nombre de pays: le système urbain est profondément dérégulé par rapport à l'état antérieur, de type pyramidal. Les villes capitales commandent de moins en moins systématiquement l'ensemble, n'ont plus les moyens de réguler l'influence des centres secondaires selon la hiérarchie administrative et son corollaire

théorique, la hiérarchie du système des transports. Outre l'affaiblissement du pouvoir central, de multiples facteurs contribuent à cette évolution: rôle d'animation croissant des multiples projets décentralisés, par lesquels des centres, même modestes, traitent directement avec des municipalités, des régions, des organisations du monde industriel<sup>4</sup>; fonctionnement en isolat des projets de développement officiels; constitution de nouvelles «chefferies» dans les provinces, dont les titulaires institués ou auto-proclamés, ne rendant plus guère compte au centre, perçoivent l'impôt, nouent des relations extérieures pour leur propre compte, n'acceptant plus qu'une vague allégeance au pouvoir central. On peut retrouver là des éléments de la hiérarchie antérieure, quand les points forts du nouveau système éclaté étaient les villes secondaires de premier niveau dans la hiérarchie, des capitales de province comme Lubumbashi au Zaïre, Fianarantsoa à Madagascar. Mais il arrive que des villes jadis quasi négligeables acquièrent un poids nouveau par le rôle politique régional de tel de leurs originaires. La décadence des pouvoirs d'Etat ayant pour compensation la réaffirmation d'autres puissances, d'autres réseaux, issus notamment des vieux pouvoirs politiques ou des organisations religieuses anciennes ou nouvelles (l'Islam, les missions chrétiennes, les «sectes»), leurs pôles majeurs, qui ne s'étaient pas toujours établis à un haut niveau de l'échelle urbaine, ont acquis une nouvelle importance<sup>5</sup>.

Cette remise en cause des hiérarchies ne peut s'exercer qu'en partie au détriment des grandes métropoles. Leur poids démographique, donc l'importance de leur marché, leur place centrale dans la redistribution des crédits étrangers confortent en un sens leur position dans les circonstances actuelles. Mais les provinces ont des arguments en retour: elles «tiennent» des capitales qui n'ont plus comme avant les moyens de se ravitailler à l'étranger; politiquement, l'affirmation générale du pluripartisme, à base largement régionale<sup>6</sup>, est à la fois cause et conséquence d'une prise de

4 Un des exemples les plus remarquables est sans doute celui du Rwanda où toute commune dispose d'au moins un «projet» de coopération étrangère.

5 L'importance de ces pôles peut être ancienne, mais elle s'est accrue ces derniers temps: Touba, au Sénégal, n'est pas seulement la «ville sainte» des Mourid; elle est devenue aussi un centre de trafic très important, notamment avec la Gambie.

6 Ce régionalisme n'est en rien nécessairement un retour au tribalisme: dans la phase actuelle, je tends à penser que c'est à ce niveau régional que bien souvent peut le mieux se construire un débat démocratique ouvert au plus grand nombre; le problème est que, localement, il prenne aussi en compte le niveau national.

conscience nouvelle des forces régionales. La constitution au Congo d'un ministère dont les dix membres représentent chacun une région semble traduire un affaiblissement du pôle central, mais les dix régions pourraient-elles vivre sans Brazzaville? Inversement, à Madagascar, où la revendication fédéraliste est en quelque sorte hors-la-loi, il est pourtant des personnalités, même en Imerina, qui estiment viables des Etats issus d'une partition. L'immensité du Zaïre, la faiblesse de ses infrastructures de transport, l'existence de pôles de production périphériques rendent plus vraisemblables une autonomisation des centres de second niveau, mais le poids de Kinshasa, sa capacité de drainage des productions restent considérables. Quand les forces politiques sont constituées sur une base régionale, il n'est pas toujours aisé de voir si elles luttent pour un contrôle du centre à leur profit ou pour son dépérissement. Le rôle du deuxième niveau de la hiérarchie urbaine est moins évident: en la matière beaucoup dépend de la façon dont il s'est constitué, de la réalité du niveau régional qu'on avait défini autour de lui; Bobo-Dioulasso, au Burkina, peut sans doute animer une vaste région occidentale, mais Fianarantsoa, à Madagascar, a bien du mal à être plus que la métropole du Sud-Betsileo, sa «province» étant par trop composite.

Quelle que soit leur taille et leur rayon d'influence, on peut certainement encore parler de villes animatrices, qui somme toute remplissent certaines des fonctions essentielles qu'on leur attribue classiquement. Mais peut-on encore parler de villes dominantes? La crise et sa suite, les mesures imposées par le FMI, ont redonné aux campagnes une place qu'elles avaient perdue: leur rôle dans l'alimentation des villes est, on l'a vu, un moyen de pression sur celles-ci, la restriction des importations leur ont ouvert de nouveaux marchés, les mesures monétaires affectent moins les ruraux que les citadins, la crise de l'emploi urbain maintient ou renvoie à la campagne des urbains instruits et formés, dont le rôle est fort appréciable dans l'animation des villages. Plus d'un fonctionnaire découvre les avantages de la petite ville, voire du bourg, où le logement est moins cher, la scolarisation des enfants moins difficile, et surtout à proximité de laquelle il est plus facile d'ouvrir un champ nourricier. Les difficultés de vie

dans les très grandes villes provoquent partout un ralentissement de leur croissance.

Revanche du «rat des champs», ville dominée par les campagnes? Certes pas. La crise a aussi fortement atteint le milieu rural, et surtout les plus démunis. En situation d'insécurité, ce sont les plus pauvres qui sont les plus vulnérables; les dévaluations affectent les salaires ruraux quand elles peuvent provoquer l'inflation des prix intérieurs, favorisent donc les notables villageois au détriment des petits exploitants et des ouvriers agricoles. La masse des bénéficiaires de la crise est constituée de personnes qui savent se situer à l'articulation de deux mondes et notamment du monde rural et du monde urbain: un pied dedans, un pied dehors<sup>7</sup>. Ce sont ceux qui, disposant de ressources monétaires acquises en ville ou par elle, ont la capacité de les réinvestir «en brousse», qui savent y produire et commercer avec le centre urbain, en n'omettant pas, quand l'occasion s'en présente, de tirer des bénéfices supplémentaires de la transformation des produits. Ce sont, à une autre échelle, ceux qui sont au contact de deux Etats, ou mieux encore du Tiers-Monde et des pays industriels. Sur un continent où l'échange, le trafic, la spéculation sont les sources majeures de profit, c'est l'heure des hommes de l'interface. Jamais sans doute la fonction classique d'intermédiaire n'a eu autant d'importance, jamais elle n'a à ce point permis de déboucher sur la richesse et le pouvoir.

Celui-ci pourrait alors, d'aventure, changer de lieu, selon la résidence préférentielle de ces hommes de la relation. Sur ce point, toute une géographie reste à faire, qui n'est pas générale, car, d'une société à l'autre, les attitudes sont différentes; mais on a quelques raisons de penser que cette évolution redonne du poids à des centres secondaires, parfois à de simples bourgs: l'habitat des intermédiaires est loin d'être de grande ville, et leurs investissements ne s'y effectuent pas forcément, sinon à un stade avancé de leur ascension. Mais, même si, dans ces circonstances, l'apparence de centres secondaires peut changer, les manifestations extérieures du changement des rôles restent discrètes. Dans une ère d'insécurité et de mobilité, où les

<sup>7</sup> Selon le titre de l'article de J. L. Chaléard et A. Dubresson: "Un pied dedans, un pied dehors. A propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire", in *Tropiques. Lieux et Liens*, ORSTOM, 1990, p. 277-290.

nouvelles polarisations peuvent être très fluctuantes, les paysages urbains sont plus que jamais trompeurs.

## **Noyaux et axes**

Quelles formes préférentielles d'organisation régionale se dégagent en définitive dans ce tableau complexe? Deux grands types me paraissent l'emporter, le type nucléaire et le type axial ou zonal.

Le type nucléaire comporte lui-même deux formes fort différentes. La première est celle du noyau extraverti, enclave minière ou pôle de modernisation rurale, dont le dynamisme et la prospérité tiennent à une relation privilégiée avec l'extérieur. Il ne s'agit pas, fondamentalement, d'une forme nouvelle, les multiples projets de développement ayant toujours tendu à la constituer; mais son importance est de plus en plus marquée, en raison de la décadence des contrepoids nationaux, sa prospérité relative fait tache sur un tissu spatial sensiblement relâché. Relèvent de ce modèle les enclaves minières de Guinée, les périmètres de développement cotonniers de la zone soudanienne, la région du lac Alaotra à Madagascar. Encore faut-il s'entendre sur le degré et la forme de leur extraversion. Elle est souvent moins marquée que dans des périodes antérieures: les zones de modernisation agricole font une part croissante aux productions destinées au marché intérieur, leur prospérité attire une immigration rurale renforcée, qui tend à les étouffer, les cerne de zones pionnières, bloquant les perspectives d'aménagement, voire compromettant le bon fonctionnement des infrastructures déjà réalisées. Les pôles miniers suscitent eux-mêmes une progression de l'agriculture, dans une situation où les ravitaillements extérieurs sont souvent difficiles. Les solidarités avec les espaces bordiers peuvent donc se renforcer sensiblement. Ceci est d'autant plus sensible que certains de ces pôles miniers sont des réponses locales, rustiques, à une demande extérieure: ainsi des placers aurifères qu'on voit se multiplier, dans une irrégularité qui n'est même pas clandestine, en Afrique soudanienne, de certains gisements de diamants aux confins du Liberia et de la Guinée, ou encore de maints centres d'exploitation d'émeraude en Zambie<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> On estime que 90% des émeraudes zambiennes sont extraites et exportées clandestinement.

La seconde forme nucléaire s'organise autour et en fonction de centres urbains, qui recourent de façon croissante pour leur approvisionnement aux potentialités de leur aire d'influence proche. Il s'agit parfois de créations quasiment ex nihilo, lorsqu'une relative prospérité avait permis jusqu'alors de se ravitailler à grande distance: tel est le cas des villes minières du Shaba qui ont récemment fait naître une véritable région agricole<sup>9</sup>. Mais les plus notables de ces régions, renforcées plutôt que nouvelles, cernent les grands centres urbains, autour desquels la concurrence pour la terre s'exaspère, tant sont nombreux, en ces sites privilégiés, les types possibles d'utilisation de l'espace, du logement des citadins à la production de produits exotiques (fleurs, fruits, légumes...) facilement exportés vers les pays industriels, en passant par les productions vivrières d'usage local. Des ensembles complexes, aux formes variées, fonction notamment du réseau de transports, s'étendent ainsi de façon rapide.

Les types linéaires correspondent à des régions qui se structurent plus en fonction de flux d'échanges à distance que selon la production et le marché régional. La plus classique de ces formes est la région axiale, fondée sur une voie de circulation routière. Son existence à terme est souvent incertaine car, faute d'un entretien régulier des grandes voies bitumées, le devenir de la route dépend de crédits étrangers, dont le rythme ne peut suivre les besoins globaux du continent. On peut ainsi assister à des phénomènes de balancement, comme à Madagascar où, successivement l'axe Tananarive-Majunga et l'axe Tananarive-Morondava s'octroient la meilleure part des échanges entre la façade occidentale productrice de riz, d'oléagineux, de légumes, de bovins, et le marché de la capitale. Les plus stables de ces formes régionales sont donc celles qui s'élaborent autour des voies internationales, plus régulièrement entretenues, en raison de leur importance géopolitique. Elles ont de surcroît l'avantage de bénéficier à la fois de débouchés nationaux et de débouchés internationaux et elles sont ainsi, également, des axes fondamentaux de contrebande. Un des plus beaux exemples récents d'épanouissement régional est, en Tanzanie, celui des piémonts des Southern Highlands, sur la route internationale qui unit Dar

<sup>9</sup> J. C. Bruneau et al.: "Fermes et champs autour des villes du cuivre: l'auréole nourricière de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi (Zaïre)", in. *Crise agricole et crise alimentaire dans les pays tropicaux*, Paris, CNRS, 1987, p. 237-256.

es Salaam à Lusaka, en Zambie, partie longtemps déshéritée et sous-peuplée des campagnes tanzaniennes, aujourd'hui productrice majeure de maïs et l'un des foyers les plus actifs de la modernisation agricole dans le pays.

### **Franges et frontières comme centres régionaux ?**

De nature plus originale, plus typiques du contexte contemporain, sont les zones de franges axées sur des discontinuités. Celles-ci peuvent être de type écologique, correspondant à des écotones dont la valorisation offre un intérêt particulier, en raison d'un fort contraste dans la nature des productions, surtout lorsqu'une des facettes écologiques peut produire des denrées rares, jadis surtout attendues de l'importation. Ainsi de maintes régions d'altitude, aptes à produire des légumes et des fruits «tempérés», ce qu'on note tant au Cameroun, avec le piémont des Bambouto, qu'au Kenya dans les «hauts» du pays kikuyu, ou en Tanzanie dans les monts Uluguru. Les échanges peuvent être plus équilibrés entre les deux facettes jointives: ainsi, sur les bords de la «Falaise» orientale malgache, entre les hauts, fournisseurs notamment de pommes de terre et de légumes, et les basses terres qui vendent parfois du riz, plus souvent du café et surtout... de l'alcool fabriqué clandestinement. La coïncidence entre limite écologique et limite administrative entre deux provinces a permis ici au trafic illégal de s'amplifier sans grande crainte d'une répression que rend dérisoire l'absence de coordination entre les deux administrations régionales. Autre type d'écotone-frontière que les rivages: un des faits les plus frappants de ces derniers lustres est la très remarquable expansion des régions côtières où, pour l'exploitation et la transformation des ressources marines se rejoignent des groupes spécialisés d'origines très diverses, en une sorte de *melting-pot* où s'échangent les savoir-faire et où les populations locales, parfois peu concernées jadis par la pêche, s'adaptent très vite aux contextes nouveaux: ainsi en est-il des côtes de la Casamance, au Sénégal<sup>10</sup>.

Mais les régions les plus actives, et en même temps les plus changeantes, sont sans doute les régions frontières, surtout si la limite politique s'accompagne d'une rupture entre zones monétaires. On comprend ainsi pourquoi l'un des foyers les plus actifs d'échanges, dont le

<sup>10</sup> M. C. Cormier-Salem: *Gestion et évolution des espaces aquatiques: la Casamance*, Paris, ORSTOM, 1992, 583 p.

dynamisme va jusqu'à provoquer de très sensibles déplacements de l'habitat, se situe au contact entre pays de la Zone Franc et pays à monnaie non convertible, et particulièrement autour du Nigeria<sup>11</sup>. Suivant l'évolution des situations dans les pays bordiers, les flux se modifient tant dans la nature des produits échangés que dans le sens de leur circulation; les nœuds majeurs du commerce se déplacent selon l'état des routes, les variations locales de la répression des fraudes: ces mutations de court terme, comme la relative clandestinité des activités, nuisent à une stabilisation des activités, et donc à une véritable structuration régionale. De surcroît, par définition, ces franges frontières ne peuvent avoir qu'un faible degré d'autonomie: elles dépendent de fournisseurs et de clients qui résident parfois loin, et notamment dans les grands pôles urbains et leurs alentours.

### **Quel avenir pour des régions informelles ?**

L'amplification des activités de frontière, informelles plus que véritablement clandestines, a cependant toutes chances de rester, avec de multiples avatars, un des traits majeurs de l'activité nouvelle de l'Afrique. Dans ces secteurs s'opèrent des rééquilibrages entre les grands pôles continentaux. Rien ne permet de penser que cette mutation conduise à une remise en question des frontières: tout le monde a, en réalité, intérêt à leur persistance. La fin des frontières marquerait en effet la fin de nombre de profits: point de contrebandiers sans douaniers; plus de gros bénéficiaires si le risque disparaît. Ceci conduit à porter un regard nuancé sur les statu quo acceptés en matière de frontières, sur l'«intériorisation» de l'Etat-Nation: il faut qu'il garde assez de réalité pour justifier et rentabiliser le trafic, et qu'il en ait trop peu pour pouvoir le réprimer. Mais, au-delà des réalités étatiques, estompées mais nécessaires, se mettent en place des zones d'influence plus discrètes: une des plus notables me paraît être la grande aire commandée commercialement, et sans doute financièrement, par le duo Mombasa-Nairobi, qui s'étend non seulement à l'East Africa mais au Rwanda et au Burundi comme au sud du Soudan et à la partie orientale du Zaïre, voire, mais en concurrence avec le pôle sud-africain, à la Zambie, une progression commerciale qui s'accompagne d'une expansion de la langue

**11** J. O. Igue: "Le développement des périphéries nationales en Afrique", in *Tropiques. Lieux et Liens*, op. cit., p. 594-605.

swahili, dans un domaine qui a retrouvé les modes d'expansion de l'ancien empire de Zanzibar.

A diverses échelles, ce sont ainsi des sortes de «régions informelles» qui se constituent ou se renforcent. Le parallèle avec l'économie informelle serait intéressant à développer: la région informelle se greffe sur la région formelle comme l'économie informelle sur l'économie formelle; elle ne peut vivre sans elle mais elle la menace; elle la complète mais elle peut l'étouffer. Elle lui est associée comme l'épiphyte à l'arbre, ou comme le cancer au corps humain.

C'est dire l'ambiguïté, et le caractère dangereux, de la modernisation que connaît le continent. Alors qu'on a souvent associé modernisation avec renforcement des encadrements, notamment des encadrements territoriaux, c'est, dans le faciès africain de la modernisation, le contraire qui semble se produire. La modernisation africaine est pour l'heure prédatrice: elle s'entretient d'encadrements affaiblis et les ronge davantage. On peut la considérer comme morbide et elle l'est sans doute à tous les sens du mot, car ces régions nouvelles sont les plus dangereuses: danger de la violence dans les grandes concentrations urbaines comme dans les franges de trafic, danger des épidémies, et notamment du SIDA, qui prend son ampleur maximale, terrifiante, sur les grands axes et dans les grands centres, partout où l'humanité africaine se déplace et se brasse.

Est-ce d'ailleurs totale spécificité? Ailleurs dans le monde ne trouve-t-on pas aussi cet affaiblissement des encadrements formels au profit de structures moins visibles et plus «internationales»? N'a-t-on pas connu, au siècle précédent, dans les villes européennes, des aires de force économique qui étaient des foyers de faiblesse démographique? Certes, mais, dans ce désordre apparent ou réel, se sont construites des économies et des structures d'organisation durables: il n'est pas sûr que ce soit ici le cas. On peut imaginer un scénario optimiste où, par le bas (les communautés rurales, les associations de quartiers...) comme par le haut (les administrations, les Etats, les firmes...), se constituent peu à peu des entreprises, des organisations spatiales articulées, mais ceci suppose que le haut et le bas ne soient plus seulement complices pour survivre mais associés pour vivre.